

pas si rigoureusement opposée à la reconnaissance de la Chine. John Foster Dulles, le secrétaire d'État américain, a bien un peu adouci sa politique.

Le ministère du Commerce pourrait y faire une étude détaillée et le ministre se renseigner sur les mesures que prennent les États-Unis pour élargir les cadres de leurs relations commerciales avec la Chine. Il n'y a pas bien longtemps, on a établi une société du nom de *Two Continents Commodities Corporation of New York*. J'ignore si les mots de *New York* signifient simplement l'endroit où elle est située ou s'ils font partie du nom; mais cette entreprise de New-York a été formée en vue de participer un jour, espère-t-elle, au commerce d'importation et d'exportation avec la Chine. Elle est d'avis que la Chine manque beaucoup de bois d'œuvre présentement. Elle souligne que les États-Unis étaient anciennement le plus gros fournisseur de la Chine mais qu'aucune expédition de bois d'œuvre n'a été acheminée vers ce pays à partir des ports de la côte occidentale qui souffrent du chômage depuis que le Département d'État a imposé son embargo. On parle de la côte occidentale des États-Unis et cette partie du pays produit précisément la même sorte de bois d'œuvre que la côte ouest canadienne où se trouve la ceinture de sapin de Douglas, de pruche et d'épinette.

Il se dessine un grand courant parmi les hommes d'affaires et les commerçants des États-Unis en vue d'étendre les échanges commerciaux avec la Chine. Nous savons que pour la stabilité de leur économie, les États-Unis dépendent dans une grande mesure des marchés d'exportation. Nous savons qu'il en va de même pour nous. Je dirai au ministre, avec toute la sincérité dont je suis capable, que ce n'est pas une question d'essayer de faire valoir une idéologie mais qu'il s'agit tout bonnement de réalités économiques; à notre avis, nous devons premièrement établir des relations diplomatiques avec la Chine pour pouvoir réaliser l'expansion, si nécessaire pour nous, de nos exportations vers ce pays.

Si nous ne prenons pas ces mesures, les États-Unis le feront et alors, comme d'habitude, nous nous plaindrons de leur action en découvrant qu'il est trop tard pour agir, tout comme nous avons fait pour des mesures que les États-Unis ont prises dans d'autres domaines, récemment. J'espère que, lorsque le ministre prendra la parole pour répondre aux observations générales qui ont été formulées, il s'appliquera notamment à expliquer l'attitude du gouvernement en ce qui concerne la déclaration non équivoque de l'honorable député de Vancouver-Sud portant

que le gouvernement ne peut reconnaître la Chine rouge. J'espère qu'il expliquera pourquoi le gouvernement ne peut faire cela lorsqu'il répondra à ces observations.

M. Carter: Monsieur le président, j'aimerais m'associer aux autres députés qui ont félicité le ministre du Commerce d'avoir formulé la déclaration que nous attendions depuis longtemps sur le programme commercial du gouvernement. J'irai même un peu plus loin et le remercierai de nous avoir assuré que le programme actuel du gouvernement consiste à intensifier les échanges avec toutes les régions du monde, comparativement au programme de déviation dont nous avons tant entendu parler au cours des deux dernières campagnes électorales. S'il est un dogme de foi politique qui ait distingué le parti libéral de tous les autres partis politiques, c'est certainement l'attitude que nous avons toujours eue à l'égard du commerce international. Le parti libéral s'est toujours montré favorable à l'expansion des échanges internationaux dans tous les sens et dans toutes les régions du monde, de manière à établir autant que possible une vaste collectivité internationale commerciale. La déclaration qu'a faite le ministre cet après-midi et par laquelle il nous a assuré que c'était là maintenant le programme du gouvernement n'a pas seulement réjoui mes collègues qui siègent de ce côté-ci de la Chambre mais je suis sûr qu'elle a réjoui également toute la population du pays.

Le ministre a souligné avec raison l'importance du commerce international pour ce qui est de l'économie de notre pays et ses répercussions sur la situation de l'emploi. Si les échanges internationaux sont importants pour le Canada dans son ensemble, ils le sont doublement pour les provinces Maritimes qui ont dû sacrifier leurs avantages commerciaux dans les marchés mondiaux afin de favoriser l'établissement d'une nation canadienne. Ce qui est vrai des provinces Maritimes l'est davantage de Terre-Neuve qui, depuis 1949, est devenue un marché captif.

Avant 1949, nous pouvions commercer sur les marchés mondiaux et profiter des meilleures conditions possibles que nous pouvions obtenir mais, depuis, nous sommes obligés d'acheter la plus grande partie de nos produits du reste du Canada. Si l'on compare les échanges de Terre-Neuve avec ceux des échanges que le Canada fait avec les autres pays, on constate que Terre-Neuve est le deuxième ou troisième meilleur client du pays parce que le volume de nos échanges en tant que province avec le reste du pays s'établit à environ 200 millions de dollars ou plus par année.

A Terre-Neuve, nous avons quelques petites industries qui essaient de se développer et